

Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée

COMPTE RENDU DE LA TABLE RONDE DU 14 MAI 2008

Bertrand Hervieu est secrétaire général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) et ancien président de l'Institut national de recherche agronomique (INRA). Sous sa direction vient de paraître un rapport intitulé Méditerranée 2008 : les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée (Paris : Presses de Sciences-Po, 2008).

Le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes est la seule organisation intergouvernementale présente en Méditerranée. Il a été créé en 1962 et regroupe 13 pays de cette région. Le CIHEAM a trois missions : la formation, la recherche, la coopération et l'animation. Ses domaines d'action sont l'agriculture, l'alimentation et le développement rural. Il dispose de trois outils : une réunion annuelle des ministres de l'Agriculture, un Observatoire de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement en Méditerranée et un rapport annuel, *Méditerranée*.

Les six variables clefs du rapport

Méditerranée 2008 tente d'établir un diagnostic sur la gravité de la situation agricole et alimentaire en Méditerranée. Il s'appuie sur six variables clefs.

Le contexte socio-démographique

A été prise en compte pour cette variable la population de l'ensemble des pays de la région, soit environ 500 millions de personnes à l'horizon 2020. La croissance démographique est surtout le fait des pays

du Sud mais en 60 ans (entre 1960 et 2020), s'est produite une inversion radicale des proportions de population autour du Bassin. Lors de l'arrivée de la génération du *baby-boom* européen de l'après-guerre, il y avait environ deux Méditerranéens du Nord pour un Méditerranéen du Sud, mais, en 2020, ce rapport devrait s'être inversé. La croissance des populations urbaines est importante mais elle n'implique pas une diminution de la population rurale. En 2005, la population rurale, dans certaines zones de l'est de la région, représentait plus de 50 % de la population totale. Elle devrait se stabiliser dans l'ensemble de la zone à l'horizon 2020 tout en restant importante.

Les pays de la région connaissent une transition démographique tardive mais rapide. Ainsi, dans les pays du Maghreb, la population de moins de 20 ans diminuera très certainement à partir de 2010.

Le contexte géoéconomique

Dans les sociétés du sud et de l'est de la Méditerranée, plus d'un tiers de la population active travaille encore dans le secteur agricole, qui représente environ 12 % du

produit intérieur brut (contre 2,2 % en France). Ceci se conjugue avec une extrême pauvreté de la population et une dépendance de ces pays envers l'agriculture.

Et cette situation ne devrait pas changer radicalement à l'horizon 2020, comme le prévoient certaines études. Ce problème est le résultat de l'échec des modèles de développement de l'agriculture mis en place et de la délocalisation de l'industrie textile.

De plus, certains pays comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, l'Algérie et la Jordanie, ont investi l'argent public dans des cultures destinées à l'exportation. Ils pensaient ainsi rééquilibrer leur balance commerciale et tirer parti des bas prix des céréales sur les marchés mondiaux. Aujourd'hui, la hausse des prix conjuguée à la baisse des aides alimentaires a entraîné une situation douloureuse pour les populations urbaines de ces pays. Ainsi, le Maghreb importe 8 % des céréales mondiales alors qu'il ne représente que 1 % de la population mondiale et fait donc face à une situation de dépendance importante.

Par ailleurs, la Méditerranée est désormais ouverte au monde puisque 70 % de ses importations agroalimentaires viennent de pays extraméditerranéens (dont particulièrement le Canada, les États-Unis, l'Argentine, l'Australie, mais aussi le Brésil et la Chine de plus en plus). L'Europe, si elle a toujours un rôle important dans cette région, n'y est donc plus seule. De grandes puissances économiques et commerciales comme la Chine, le Japon et l'Australie y sont aussi de plus en plus présentes.

Aujourd'hui, il s'agit de faire entrer dans une modernité agricole des populations rurales pauvres économiquement et intellectuellement. Il faudra construire entièrement cette modernité et les méthodes appliquées dans d'autres pays ne seront pas forcément adaptées.

Les ressources naturelles

La Méditerranée présente déjà certaines conséquences du réchauffement climatique

telles que le stress hydrique, l'apparition de maladies émergentes, la réduction de la biodiversité et des ressources en eau... C'est notamment la région du monde où se rencontrent les populations les plus privées d'accès à l'eau potable.

L'état des techniques, des sciences et de l'innovation

La situation est préoccupante dans ce domaine et il y a plutôt une régression du statut de la connaissance dans les pays de la Méditerranée depuis 15 ans. L'idée de fonder des économies sur la connaissance ne va pas de soi dans cette région. La question de la connaissance est en train d'entraîner une double fracture : entre le nord et le sud de la région d'une part, et entre des populations urbaines, de classe moyenne (pour qui cette connaissance est un symbole de modernisation) et les populations de l'intérieur (Maroc et Égypte notamment) chez qui l'alphabétisation et l'information reculent. Ce qui est inquiétant, c'est qu'une partie des populations des pays du sud et de l'est de cette région se méfient de la connaissance.

Alimentation et évolution de la consommation

Les pauvres de la région se trouvent dans une situation sanitaire de plus en plus grave mais les riches sont aussi touchés par l'obésité. Ainsi, 50 % des décès en Méditerranée sont liés à des maladies cardiovasculaires ou d'origine « alimentaire ».

Le fossé entre les classes moyennes tournées vers la mondialisation et les populations rurales de l'intérieur se creuse. Le problème est que la spirale vertueuse du développement attendu n'a pas entraîné l'essor des agricultures locales car les populations enrichies se sont tournées surtout vers les importations. De plus, il n'y a pas eu de politique nationale en phase avec cette émergence d'une offre nationale. La situation est grave mais, même maintenant, il doit être possible d'inverser la tendance.

La sixième variable clef du rapport, non développée ici, concerne la gouvernance

des mondes ruraux et agricoles, c'est-à-dire l'action des États, l'émergence d'acteurs locaux, la coopération régionale en matière d'environnement...

Deux premiers scénarios pessimistes

Ce diagnostic conduit à deux premiers scénarios très noirs.

Une Méditerranée sans convictions

Dans ce scénario, les tendances en cours se poursuivent : dégradation de l'environnement, forts clivages Nord / Sud et Sud / Sud, désordres alimentaires... Dans cette Méditerranée, on essaie de faire face aux plus gros risques en renforçant les aides mais sans vraiment améliorer la situation.

Une Méditerranée sous tension

Ce scénario est possible si certaines des politiques en cours se poursuivent. Ici, des tensions politiques extrêmes s'ajoutent aux problèmes du premier scénario : grandes crises dans les régimes politiques des pays, déstabilisation de la situation au Liban, etc.

Cinq leviers / chantiers d'action

Pour faire face à ces problèmes, le rapport *Mediterra* définit cinq leviers d'action :

La production agricole durable en Méditerranée

Le déficit étant important dans ce domaine, il faut tout faire pour éviter que ne s'installe une situation de dispense de production agricole et industrielle, ce qui augmenterait la dépendance de la région envers les importations. Le problème est que les modèles de modernisation utilisés par exemple pour l'agriculture américaine ou européenne ne peuvent pas s'appliquer à l'agriculture méditerranéenne.

Assurer la double sécurité alimentaire

Il faut replacer la dignité alimentaire au rang d'ambition et mettre en place les politiques publiques et les aides internationales nécessaires.

La structuration des filières

Le marché alimentaire est structuré par les grandes surfaces dans ces pays. Il faudrait donc créer une connexion entre les producteurs et les centrales d'achats.

Stratégies de développement innovantes pour les territoires ruraux

Pour limiter l'exode rural, il faut créer des lieux de développement rural. Mais, là encore, les politiques de développement rural appliquées en Europe ne pourront pas fonctionner dans cette région.

Renforcer et mutualiser les capacités de recherche et de formation

Il y a, selon B. Hervieu, un désastre intellectuel en Méditerranée car tout l'effort de recherche déployé a été inefficace car trop « bureaucraté » et les meilleurs chercheurs ont quitté la région. Il faut donc désormais reconstruire entièrement le système de recherche et de formation. D'où l'idée d'un système méditerranéen de recherche, qui serait internationalisé et éviterait un simple transfert des résultats de recherche obtenus au Nord.

Deux scénarios plus optimistes

Une Méditerranée éclatée mais réactive

Dans ces deux scénarios, la région devient très active, très internationalisée. Mais le risque est que des pays profitent de son éclatement pour piller certaines ressources.

Une Euro-Méditerranée en confiance

Dans le quatrième scénario, la Méditerranée est très ouverte au monde et rassemble l'ensemble des partenaires qui la construiront comme ensemble original : l'Europe, le Moyen-Orient, le Proche-Orient... Et les pays méditerranéens, qui sont « condamnés » à vivre ensemble, apprennent à vivre ensemble et envisagent un développement partagé.

En conclusion, Bertrand Hervieu a rappelé que les questions agricoles et alimentaires, qui ont été négligées dans cette région

pendant 30 ans, pourront peut-être, suite à la crise alimentaire en cours, retrouver leur

place et constituer l'un des vecteurs de la construction d'une Méditerranée souhaitée.

Extrait des débats

Quels acteurs économiques peuvent constituer des moteurs d'une rénovation ?

Il est difficile de comprendre et de gérer les temporalités différentes qui coexistent dans la région. Par exemple, la question des Frères musulmans, qui rallient les campagnes, mérite d'être regardée de plus près. Ainsi, en Égypte, les endroits où l'on assiste à une amorce de développement agricole sont les colonies de jeunes cadres formés du Caire qui s'installent à la campagne et rallient les Frères musulmans. Dans un autre contexte, ces derniers pourraient donc peut-être trouver un rôle dans le développement.

Je pense par ailleurs que les grandes surfaces peuvent constituer un levier important de développement si les patrons organisent avec les responsables politiques un système de production et d'achats garantis.

La question est de savoir sur quelles forces sociales il est possible de s'appuyer pour construire le développement. En milieu rural, il y a eu de multiples tentatives depuis 20 ans pour faire émerger une classe de paysans modernistes qui auraient porté les intérêts du secteur. Mais tout a échoué, notamment parce qu'un contrôle politique s'est exercé sur ces *leaders*.

Par ailleurs, il semble difficile de mobiliser les classes moyennes. Il semble plus facile de responsabiliser le patronat et les élites de ces pays. D'autre part, il faut poursuivre le développement rural pour essayer de faire émerger des représentants locaux car les campagnes manquent d'interlocuteurs.

Selon Sébastien Abis, ces scénarios ne sont pas si utopistes, ils exigent juste une mutualisation des moyens des pays. Dans le quatrième scénario, c'est le risque du pire qui devrait mobiliser les acteurs et les inciter notamment à mettre en place des partenariats avec d'autres pays. La Méditer-

ranée pourrait aussi s'appuyer sur plusieurs facteurs conjoncturels : la relance du débat politique méditerranéen et le retour de l'agriculture en tête des préoccupations internationales, ainsi que la volonté de l'Europe de conserver un rôle sur la scène internationale, ce qui ne pourra se faire sans alliances internationales.

Ces populations restent sans doute à la campagne parce qu'il n'y a pas de travail pour elles à la ville. Il paraît difficile d'imaginer une culture céréalière rentable dans des territoires surpeuplés.

Pourtant, quand la situation à la campagne devient vraiment insupportable, les gens vont quand même à la ville car, même si leur situation ne s'y améliore pas, ils y trouvent au moins trois choses : l'école, le dispensaire et l'eau potable. À l'horizon de 20-30 ans, il faudrait réussir à penser l'intensification agricole en intégrant l'intensification de la main-d'œuvre et pas seulement la mécanisation. Le taux de chômage des populations urbaines est frappant et, en cela, je ne sais pas si l'exode rural va dans le sens du développement. L'idéal serait de régler la pauvreté rurale par le développement rural plutôt que par l'exode.

Il y a une certaine ambiguïté dans votre discours qui prône une alliance des gouvernements tout en les accusant d'étouffer les initiatives démocratiques...

Nous souhaitons faire partager l'idée que développer une ambition agricole et alimentaire pour la Méditerranée est un objectif politique possible et que ceci peut donner lieu à un développement économique et culturel des territoires. Si cette mécanique vertueuse du développement pouvait se remettre en marche, elle serait aussi porteuse de démocratie. La gravité de la crise actuelle peut même laisser espérer

une prise de conscience collective. Néanmoins, la vraie difficulté se situe dans la

volonté des pays de cette région de coopérer ensemble autour de la Méditerranée.

Cécile Désaunay